

**COMMUNAUTE DE COMMUNES OUEST-ANJOU**  
**Conseil communautaire**  
**Séance du Jeudi 28 Janvier 2010**  
**à la CCOA**

**COMPTE-RENDU**

L'an deux mil dix, le vingt huit janvier, à vingt heures trente, les délégués des communes membres de la Communauté de communes Ouest-Anjou, se sont réunis au siège de la Communauté de communes situé en Mairie de Bécon-les-Granits sous la présidence de Marcel PICHAVANT .

**Etaient présents :**

**BECON-LES-GRANITS :** Marcel PICHAVANT, Joël DUPONT, Pierre-Paul HAMERY, Pierre GATE  
**LA CORNUAILLE :** Pierre CHAPRON, Marcel CONSTANT, Marcel PERRAULT  
**LOUROUX-BECONNAIS :** Michel BOURCIER, Marie-Claire LEMESLE, Marie-Claire MORILLE,  
**LA POUËZE :** Jean-Claude LECUIT, Christian BERTHELOT, André ROULLEAU, Luc GELINEAU  
**ST-AUGUSTIN-DES-BOIS :** Monique ROUX, Claude BRAUD, Isabelle RENAUDEAU (suppléante de Christian BARON) , Stéphane FRMONDIERE (suppléant de Marie-Christine WEHRY)  
**ST-SIGISMOND :** Jean SOTTY, Jean-Claude ABELARD, Danielle MOREAU, Béatrice HUCHET  
**VILLEMOSAN :** Michel BELOUIN, , Véronique ONDET, Raymond BEZIAUD, Catherine ROULEAU

**Etaient excusés :**

**LA CORNUAILLE :** Suzanne FROMY  
**LOUROUX-BECONNAIS :** Pierre CHERBONNIER  
**ST-AUGUSTIN-DES-BOIS :** Christian BARON remplacé par Isabelle RENAUDEAU, Marie-Christine WEHRY remplacée par Stéphane FRMONDIERE

Désignation du secrétaire de séance : Claude BRAUD  
 Nombre de conseillers en exercice : 28  
 Nombre de conseillers présents : 26  
 Date de la convocation : Jeudi 21 Janvier 2010  
 Date affichage : 01/02/2010

**Approbation de la séance du 26/11/2009**

Les membres du conseil ne font part d'aucune remarque ou observation. Le procès-verbal de la séance du 26/11/2009 est adopté à l'unanimité.

**Sujet ajouté à l'ordre du jour**

Le sujet : convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Anjou pour percevoir la prestation de service unique (P.S.U.) versée pour les services enfance de la CCOA (Halte-Garderie, Relais d'accueil petite enfance et crèche collective)

Les membres du conseil donnent leur accord pour délibérer sur ce sujet.

**Budget 2010 : autorisation de dépenses d'investissement avant le vote du budget**

Afin de pouvoir régler des factures de différentes actions engagées en 2009 et d'autres actions début 2010, avant l'adoption du budget fin mars, Monsieur le Président sollicite l'autorisation du conseil communautaire d'engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2009, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Soit un montant maximum de crédits de 243 643 €.

Monsieur le Président précise l'affectation des crédits pour un montant de 191 000€ :

<b>objet de la dépense</b>	<b>montant</b>	<b>imputation</b>
maison de l'enfance	139 000 €	2313
matériel informatique	25 000 €	2183
logiciels	8000 €	205

**total : 191 000 €**

*Le conseil communautaire, après en avoir délibéré,*

*AUTORISE, à l'unanimité, Monsieur le Président à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, avant l'adoption du budget 2010, dans la limite de crédits d'un montant de 191 000 €.*

*Les crédits seront inscrits au budget 2010.*

**Assistance Technique de l'Etat en matière de solidarité et d'aménagement du territoire (A.T.E.S.A.T.) : convention pour 2010**

En application des critères d'éligibilité définis par la loi n°2001-1168 du 21 décembre 2001 et le décret n° 2002-1209 du 27 septembre 2002 relatif à l'assistance technique fournie par les services de l'Etat au bénéfice des communes et de leurs regroupements, la Communauté de communes Ouest-Anjou peut bénéficier de l'A.T.E.S.A.T.

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de communes Ouest-Anjou bénéficie de cette assistance depuis 2003 ; elle a concerné principalement les dossiers de la voirie. Il demande au conseil communautaire si celui-ci souhaite renouveler cette assistance par voie de convention prenant effet au 01.01.2010.

*Le Conseil communautaire,*

*- sollicite, à l'unanimité, l'assistance de la Direction Départementale des Territoires (D.D.T.) du Maine et Loire pour assurer une mission d'assistance technique fournie par les services de l'Etat pour des raisons de la solidarité et d'aménagement du territoire (l'A.T.E.S.A.T.) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.*

*- autorise le Président de la Communauté de Communes à mettre au point avec la D.D.T., la convention A.T.E.S.A.T. fixant le contenu des missions retenues, les modalités de leur mise en oeuvre et la rémunération des dites missions .*

*- autorise le Président à signer la convention de l'A.T.E.S.A.T. et à prendre toute décision concernant son exécution et son règlement. Cette convention peut être prorogée deux fois par tacite reconduction.*

*Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2010.*

## **Subventions (l'Association L'Echappée Belle, opération « semaine de l'enfance »)**

### **Association L'Echappée Belle : demande de subvention partielle pour 2010**

Monsieur le Président informe que le Président de l'Association L'Echappée Belle lui a demandé de solliciter le conseil communautaire pour lui accorder une subvention partielle de 5 000 € sur la subvention 2010. Ce premier versement permettra à l'association de faire face à des problèmes de trésorerie. Pour mémoire le montant de la subvention versée en 2009 à Association L'Echappée Belle était de 19 250 €.

La demande de subvention globale pour 2010 fera l'objet d'une autre délibération.

*Le Conseil communautaire,*

*accorde, à l'unanimité, une subvention de 5 000 € à l'Association L'Echappée Belle sur la part de la subvention 2010 qui sera attribuée,*

*autorise le Président à mandater la dépense correspondante.*

### **Opération « Les 4<sup>èmes</sup> semaines de l'enfance »**

Depuis la création de la Semaine (petite) enfance en 2004, à l'initiative de centres sociaux, des relais Caisse d'Allocations Familiales de l'Anjou et Mutualité Sociale Agricole du Pays segréen et la circonscription d'action sociale et de santé du Conseil Général du Maine et Loire, les professionnels de l'enfance de CCOA (Halte-Garderie, Relais Assistants maternels - Parents, assistants maternels) ont été acteurs de cette action en proposant des animations (les débats...).

Les mêmes organisateurs sollicitent la C.C.O.A. pour l'associer à l'évènement pour 2010 (du 20 au 30 octobre) en désignant un représentant pour participer au comité de pilotage et pour une aide financière de 400 € (comme en 2008). Sur Ouest-Anjou, la coordination des différentes actions sur Ouest-Anjou sera confiée à la directrice de la crèche collective Pom d'Api et à la Présidente de l'association Prim'âge Béconnais.

*Le Conseil communautaire,*

*accorde, à l'unanimité, une subvention de 400 € pour l'organisation des 4<sup>èmes</sup> semaines de l'enfance sur Ouest-Anjou*

*autorise le Président à mandater la dépense correspondante auprès de l'association Prim'âge Béconnais..*

### **Convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Anjou pour percevoir la prestation de service Unique (P.S.U.) versée pour les services enfance de la C.C.O.A. (Halte-Garderie, Relais d'accueil petite enfance et crèche collective)**

Dans le cadre du marché de prestation de service pour la gestion de services enfance que la Communauté de communes Ouest-Anjou a confié à la Mutualité Française Anjou Mayenne, c'est la Communauté de communes qui perçoit l'ensemble des recettes : la participation des familles et la prestation de service Unique (P.S.U.) versées par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Anjou et la Mutualité Sociale Agricole.

Pour la Caisse d'Allocations Familiales de l'Anjou, la « convention d'objectifs et de financement » de la P.S.U. doit faire l'objet d'une délibération. Cette convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation pour les 3 services : crèche collective pom d'api, Halte-Garderie pom' de reinette et le Relais Assistants maternels - Parents Ouest-Anjou.

*Le Conseil communautaire,*

*- autorise, à l'unanimité, le Président à signer les « conventions d'objectifs et de financement de la P.S.U. » avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Anjou de l'anjou pour les 3 services enfance que sont la crèche collective pom d'api, la Halte-Garderie pom' de reinette et le Relais Assistants maternels - Parents Ouest-Anjou.*

Monsieur le Président présente les résultats prévisionnels de l'exercice 2009.

<b>budget principal</b>	dépenses prévisionnelles	dépenses réalisées	recettes prévisionnelles	recettes réalisées	<b>résultats 2009</b>
fonctionnement,	1 161 000 €	1 107 632.53	1 161 000 €	1 185 016.16 €	+ 77 383.63
investissement	975 000 €	942 975.65	975 000 €	575 834.65	- 367 141.00
<b>total exercice</b>					<b>- 289 757.37 €</b>

En fonctionnement, les dépenses ont été réalisées à 90% et les recettes à 97 %. Monsieur le Président rappelle que le budget 2009 avait été établi avec peu de marge d'action.

En investissement, les dépenses ont été réalisées à 97% et les recettes seulement à 60%. Les recettes non perçues sont celles liées à des subventions (Région et département) pour 75 000 €, au Fond de compensation de la T.V.A. (95 000€) et à l'emprunt qui n'a pas été contracté (195 000 €).

Pour mémoire, les résultats en 2008 étaient d'environ 145 000 € en fonctionnement et 88 000 € en investissement.

<b>budget annexe - ZA</b>	dépenses prévisionnelles	dépenses réalisées	recettes prévisionnelles	recettes réalisées	<b>résultats 2009</b>
fonctionnement,	1 613 893 €	451 269.88 €	1 613 893 €	169 169.41 €	-282 100.47
investissement	1 029 697 €	0 €	1 029 697 €	72 220 .47	+72 220 .47
<b>total exercice</b>					<b>- 209 880 €</b>

En fonctionnement, les recettes (subventions département et région) restent à percevoir.

### **Rapports des commissions (réseau des bibliothèques, ...)**

#### **Bureau : M. Pichavant**

- Habitat : travaux en cours pour la préparation du contrat avec le Conseil Général du Maine et Loire. M. Colobert et M. Pecqueur ont présenté la synthèse des projets et des souhaits des communes ce jeudi 28/01 matin. Lors de la prochaine réunion fixée le 11/03/2010, seront soumis des propositions d'actions et leur coût.

- Contrat Enfance Jeunesse 2008-2011 : la participation de Mutualité Sociale Agricole est désormais forfaitaire et totalement versée à la C.C.O.A. Pour 2009, elle s'élèverait à 14 000 €. La répartition entre les communes et la C.C.O.A se fera en fonction des actions réalisées comme en 2008.

#### **Commission Développement économique - Informatique / Parc de la Burelière : M. Bourcier et M. Chapron**

La Communauté de communes a sollicité 3 artisans pour établir un devis de réfection du sol de la salle de la Burelière en béton lissé et en carrelage.

La commission a retenu la formule en carrelage. Les offres varient de 9 800 € HT à 16 600 € HT. La commission propose de retenir l'offre de l'entreprise Chevallier pour un montant de 9 792,74 HT € - 11 712.12 € TTC. Il faudra également prévoir une rampe d'accès. Le conseil communautaire prend acte.

#### **Commission Aménagement de l'espace : M. Belouin et M. Soffy**

- voirie 2010 : les communes ont fait le choix des chemins qui feront l'objet de travaux sur voie et/ou de curage de fossés.

- S.P.A.N.C. : la commission travaille sur le dossier de consultation proposé par la D.D.T. 49.

La demande de subvention auprès de l'agence de l'eau fera l'objet d'une délibération au conseil communautaire de février.

#### **commission Culture, Sport-loisirs, Enfance-jeunesse et Affaires sociales : M. Lecuit**

- mise en réseau des bibliothèques : la commission étudiera les moyens humains, matériels et financiers lors de la prochaine réunion, le 02/02/2010.

### **Questions diverses**

- rappel : maison de l'enfance à Bécon-les-Granits : portes ouvertes le samedi 30/01/2010 de 9h à 12h00

- journal annuel CCOA : diffusion cette semaine

- site internet : mise en ligne de la nouvelle charte graphique début février

- Pays : actualités sur le C.L.I.C, l'école de musique et le C.T.U.

- le C.L.I.C.: à partir du 01/07/2010, il y aura un CLIC de pays de niveau 3. D'ici là, les C.L.I.C. des 4 autres Communautés de communes (hors CCOA et Candé) harmoniseront leurs activités pour atteindre le niveau 2.

- école de musique : augmentation de la participation de la CCOA à prévoir pour 2010 :

- changement du calcul de la participation des Communauté de communes. Désormais, le calcul se fait par habitant et non plus en fonction du nombre d'élèves.
- modification de la rémunération des enseignants

- C.T.U : dans le cadre de l'avenant au bout de 18 mois du contrat, le Pays dispose de 424 099 € à redistribuer. La CCOA pourra disposer de 105 000 €. Au titre des énergies renouvelables, le Pays dispose d'une enveloppe supplémentaire de 409 000 € dont 60 000 € pour la CCOA.

Dans les 2 cas, la CCOA et ses communes doivent présenter des projets d'intérêt communautaire. La CCOA souhaiterait pouvoir inscrire des frais liés à la maison de l'enfance.